

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 03/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STATION AUTOMOBILE NORMANDE

Rue Pierre Gamare
14130 Pont-L'évêque

Références : 2025-575
Code AIOT : 0005301073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement STATION AUTOMOBILE NORMANDE implanté Rue Pierre Gamare Zone d'emplois et de services 14130 Pont l'Eveque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre d'une action coup de poing régionale "réduction des écarts majeurs" initiée en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION AUTOMOBILE NORMANDE
- Rue Pierre Gamare Zone d'emplois et de services 14130 Pont l'Eveque
- Code AIOT : 0005301073

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mertz est spécialisée dans le transport de matières dangereuses en citernes et en conteneurs. Sur le site de Pont-l'Évêque, outre le stationnement de véhicules, la société exerce une activité de lavage extérieur des véhicules et de lavage intérieur des citernes. L'établissement dispose également d'une station-service.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.5 – 14.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des difficultés ponctuelles rencontrée par l'exploitant dans le respect de la valeur limite du débit de rejet sur certaines périodes de l'année, du fait notamment d'une typologie de citernes plus "sales" (citernes bitumières) que celle nettoyées habituellement. Des dépassements assez fréquents sur le paramètre hydrocarbures totaux qui s'expliquent par des erreurs de reports de valeur sur

GIDAF mais peut-être aussi liés à une insuffisance du système de traitement pour abattre la charge issue des lavages de citernes plus "sales" qu'à l'accoutumée. Une amélioration de la connaissance, par l'exploitant, des limites du système de traitement en place ainsi que des niveaux de flux pouvant arriver en entrée de ce système de traitement, devraient permettre une réduction de ces écarts par rapport aux valeurs limites d'émission.

Enfin, à noter un écart sur le respect de la valeur limite d'émission en concentration pour le toluène mesuré lors du contrôle inopiné eau de septembre 2025 (qui confirme l'écart mesuré en juin 2025 sur ce même paramètre), et pour lequel l'attention de l'exploitant est requise afin de comprendre l'origine de ces écarts et d'en tirer les conclusions sur les actions à mettre en œuvre pour éviter que cela ne se reproduise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau pour les besoins du site
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totaliseur des consommations. Ces dispositifs feront l'objet de relevés au moins mensuels dont les résultats seront consignés sur un registre.
Constats : L'exploitant réalise un relevé journalier des compteurs d'eau, ce qui lui permet, outre le suivi de sa consommation d'eau, d'évaluer le débit de ses rejets dans le réseau d'assainissement de la ville de Pont L'Evêque, conformément à son plan de contrôle. Cet établissement ne dispose pas d'un plafond de prélèvement ; cependant, afin de réduire ses besoins en eau, l'exploitant a remplacé les adoucisseurs en 2023 par des équipements plus performants que les anciens appareils. Le remplacement des cuves réceptrices de l'eau chaude utilisée pour le nettoyage des citernes a été opéré en 2024. Pourtant, l'exploitant a constaté que la cuve destinée à l'usage du lavage extérieur présentait une fuite (source probable d'une surconsommation), très certainement liée à la nature du matériau qui la compose, qui n'est pas adaptée pour recevoir de l'eau chaude à plus 80°C. Cette cuve n'étant manifestement pas adaptée à l'usage qui lui est destiné, l'exploitant a indiqué prévoir son remplacement. L'exploitant a également indiqué son souhait d'évoluer vers un dispositif de lavage interne des citernes de 3 têtes de lavage à 5 têtes de lavage, modification qui permettra une réduction de sa consommation en eau sur ce poste.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet l'échéancier relatif au remplacement de la cuve fuyarde à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 décembre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V

Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

Un emplacement, situé entre la sortie du traitement et la canalisation d'évacuation des effluents traités, permet à un laboratoire d'intercaler un « bol » dans lequel peut être disposée la crépine d'aspiration permettant d'effectuer un prélèvement, mais dans des conditions dégradées (pas de canal, pas de regard). C'est à ce même endroit que sont réalisés les contrôles d'autosurveillance. Quant à la mesure du débit, l'absence de canal de mesure, ne permet pas au laboratoire en charge du contrôle inopiné eau d'installer son matériel pour mesurer le débit passé pendant les 24 heures de contrôle ; il utilise donc la donnée fournie par l'exploitant.

Un doute subsiste sur le bon positionnement des appareils de contrôle, car selon l'exploitant les effluents issus des stations de lavage intérieures et extérieures, après avoir transité via 3 bacs de décantation, se retrouvent au niveau d'un regard dans lequel est positionné une sonde, qui selon le paramétrage fixé, laisse passer les effluents directement vers le réseau d'eau d'assainissement de la commune de Pont l'Évêque, soit les redirigent vers le système de traitement, par l'activation d'une vanne guillotine. Si telle est la configuration du réseau, une part non négligeable des rejets échappe au contrôle puisque le contrôle ne se fait qu'en sortie du système de traitement.

La tentative, sur le terrain, de recherche de l'exutoire du tuyau d'évacuation des effluents traités n'a pas abouti.

Ainsi, le plan des réseaux consulté ne semble pas totalement en adéquation avec le constat fait sur le terrain.

Par ailleurs, compte tenu de l'installation en place, un prélèvement asservi au débit est impossible. Le laboratoire en charge du contrôle inopiné eau a donc programmé un prélèvement asservi au temps (60 ml toutes les 8 minutes) avec mesure du pH et de la température toutes les minutes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les demandes relatives aux constats reportés ci-avant ont été faites dans le rapport relatif à l'inspection du 9 septembre 2025 sur la chaîne de mesure réalisée dans ce même cadre (opération régionale résorption des écarts majeurs).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V

Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

Le matériel de prélèvement du laboratoire en charge du contrôle inopiné eau n'a pas subi de dérangement depuis son installation de la veille.

Le volume prélevé a été suffisant pour permettre à l'opérateur du laboratoire la constitution des divers échantillons nécessaires à la réalisation des analyses, en respectant la procédure d'homogénéisation de l'échantillon 24 heures prélevé. Suivant les paramètres à analyser, des flacons en verre ou en matière plastique, avec ou sans stabilisant, ont été utilisés, conformément à la norme NF EN ISO 5667-3 - Avril 2024.

Enfin, les échantillons constitués ont été disposés dans une glacière afin d'assurer leur transport à une température contrôlée jusqu'au laboratoire d'analyses EUROFINS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.5 – 14.6

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Prescription contrôlée :

Article 14.5 : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées et si nécessaire traitées avant leur rejet en vue de respecter les valeurs limites définies ci-dessous. Les rejets s'effectueront dans le réseau communal de collecte des eaux pluviales.

Valeurs limites de rejet

Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30°C.

Polluant	Concentration en mg/l
MES	30
DCO	100
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5

Article 14.6 :

Ces eaux résiduaires seront collectées et dirigées vers la station de prétraitement interne. Elles

seront ensuite évacuées vers la station communale de la ville de PONT L'EVEQUE en cas de respect des valeurs limites définies ci-après.

Une convention devra être passée entre la société TRANSPORT MERTZ , la ville de PONT L'EVEQUE

[...]

Valeurs limites de rejet des eaux de lavage dans la station communale de la ville de PONT L'EVEQUE :

- Volume journalier maximum : 35 m³/j

Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30°C.

Polluant	Concentration en mg/l	Flux polluant maxi en kg/j
MES	600	21
DCO	2000	70
DBO5	800	28
Azote NTK	150	5,25
Phosphore Total	50	1,75
Hydrocarbures Totaux	10	0,35

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Ces eaux ne devront pas nuire à la conservation des ouvrages et au bon fonctionnement de la station communale.

Les rejets dans les puits absorbants sont interdits.

Constats :

Eaux pluviales :

Afin de garantir le respect des valeurs limites d'émission en sortie du séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la ville de Pont l'Evêque, l'exploitant fait réaliser tous les ans le curage des ouvrages situé sur le réseau de collecte des eaux pluviales et eaux issues du procédé de lavage, par une société spécialisée. Cette intervention annuelle a eu lieu en mars 2025. Selon l'exploitant, des prélèvements ponctuels annuels semblent réaliser en aval du séparateur à hydrocarbures par la SAUR pour vérifier ce respect des valeurs limites d'émission

(VLE).

Eaux issues du Lavage des citernes :

Le système de traitement en place sur le site est basé sur le principe d'un passage des effluents sur deux filtres distincts positionnés en série, avant rejet vers le réseau d'assainissement de la ville de Pont l'Evêque. Questionné sur la capacité en terme de seuil de coupure de ce système, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la documentation technique associée à ce dispositif de traitement. L'exploitant a expliqué changer toutes les semaines les filtres afin de garantir une capacité d'abattement maximale des polluants contenus dans les effluents.

Conformité des rejets :

- Les résultats du contrôle inopiné eau du 9-10 septembre 2025, reçus le 28 octobre 2025, relèvent un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) en concentration pour le Toluène (3210 µg/l au lieu de 150 µg/l, selon l'AMPG du 2 février 1998). A cette valeur en concentration mesurée correspond un flux de toluène émis de 725 g/j. Pour ce même paramètre, l'autosurveillance sur la période d'août 2023 à juillet 2025 n'a révélé qu'un seul autre dépassement de la VLE pour le toluène à 290 µg/l (le 5 juin 2025) et qui correspondait à un flux émis de 782 g/j. Compte tenu des rejets indirects dans le milieu naturel (via la STEU de Pont l'Evêque), du nombre de dépassements limités à 2 sur les deux dernières années et du caractère biodégradable du toluène, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite à ce stade, mais demande à l'exploitant d'engager rapidement les mesures nécessaires qui s'imposent pour palier à cet écart.
- L'analyse de l'autosurveillance depuis le mois d'août 2023 à juillet 2025 a révélé un certain nombre de non-conformités, essentiellement sur les paramètres débit des rejets et hydrocarbures totaux. Pour les tous les autres paramètres, il n'y a pas d'écart ou les écarts mesurés restent exceptionnels (1 écart sur l'ensemble de la période analysée). Pour le débit des rejets, la valeur limite d'émission fixée à 35 m³/j est dépassée 21 % du temps. L'exploitant a su expliquer les dépassements constatés sur le premier semestre de l'année 2025 liés à l'augmentation de l'activité de lavage inhérente à l'utilisation accrue de citernes bitumières sur cette période qui nécessitent davantage d'eau pour être nettoyées et pour partie liés à la fuite détectée sur la cuve eau chaude à destination de la zone de lavage extérieure. A ces dépassements du débit de rejet, ont été corrélés des dépassements du paramètre hydrocarbures totaux (HCT) sur le premier trimestre de l'année 2025. Ce paramètre HCT a été dépassé 38 % du temps en concentration (VLE = 10 mg/l) et 27 % en flux (VLE = 350 g/j), sur l'ensemble de la période analysée. Le turn-over important sur le poste de responsable qualité et la vacance de poste actuelle, n'a pas permis d'apporter toutes les réponses sur l'origine de ces dépassements. Cependant, la comparaison des résultats d'analyses reportés sur GIDAF avec ceux recensés par la directrice environnement du groupe assurant la fonction de responsable qualité locale par intérim, a révélé que des erreurs de saisie avaient été commises par ses prédécesseurs. En effet les données reportées sur la déclaration de mars 2025 correspondaient aux résultats d'analyses sur les prélèvements réalisés en amont du système de traitement et non en aval d'où l'écart considérable constaté par rapport à la VLE. La déclaration de décembre 2024 semble également erronée selon le même principe. Il importe que l'exploitant revisite toutes les déclarations présentant des résultats non conformes aux VLE afin de s'assurer de la validité des chiffres saisis. L'exploitant engage les actions nécessaires pour supprimer les écarts mesurés et confirmés sur le paramètre HCT et veille à respecter le débit

maximal autorisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées la réalisation d'un contrôle annuel sur ses rejets d'eaux pluviales. - L'exploitant apporte à l'inspection des installations classées les éléments de justification, quant à la capacité d'abattement des polluants concernés du système de traitement en place. - L'exploitant apporte les justifications sur l'origine probable du dépassement en toluène mesuré lors du contrôle inopiné eau du 9-10 septembre 2025 et propose un plan d'actions pour garantir le respect de la valeur limite d'émission en concentration du toluène, en réponse aux écarts constatés sur le traitement de ce paramètre depuis juin 2025. - L'exploitant rapporte les justifications sur les actions mises en œuvre pour éviter les dépassements sur le paramètre HCT et justifie des actions engagées pour maintenir son débit de rejet en deçà de la limite autorisée. - L'exploitant vérifie toutes les déclarations GIDAF 2024/2025 pour s'assurer du report correct des résultats d'analyses du laboratoire CARSO. <p>Les éléments relatifs aux 4 premières demandes ci avant sont à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2001 modifié par l'arrêté complémentaire du 15/11/2004 indique qu'une synthèse des résultats d'autosurveillance accompagnés de commentaires et adressée chaque trimestre à l'inspection des installations classées doit être faite. GIDAF constitue l'outil à privilégier pour déclarer les résultats d'autosurveillance et commenter, le cas échéant, les non conformités relevées et présenter les actions correctives engagées pour retrouver une situation de conformité.</p> <p>La consigne a bien été intégrée par la directrice QHSE du groupe qui renseigne les champs requis sur GIDAF, en cas de dépassement de VLE, depuis sa reprise en main récente des déclarations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 14.6 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/11/2004 indique que les hydrocarbures totaux doivent être mesurés à une fréquence mensuelle et que les paramètres MES, DCO, DBO5, NTK et Pt doivent être mesurés à fréquence trimestrielle. Compte tenu de l'activité de lavage de citernes, 4 paramètres complémentaires sont à suivre à fréquence trimestrielle : le Toluène, les Xylènes (o,m,p), le Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) et l'Ethylbenzène.</p> <p>En outre, un contrôle inopiné sur les rejets aqueux en sortie de la station de détoxification est prévu au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans les conditions de déclenchement définies avec celle-ci.</p> <p>L'exploitant respecte les fréquences de surveillance qui lui sont fixées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur GIDAF que l'exploitant transmettait les déclarations d'autosurveillance le mois succédant chaque fin de trimestre, de manière groupée. L'inspection rappelle que le délai de transmission à respecter est d'une fois par mois, pas uniquement une fois tous les trimestres, dès lors qu'une fréquence de surveillance, d'un ou plusieurs paramètres, journalière, hebdomadaire ou mensuelle est fixée dans son AP. Cette façon de déclarer a été justifiée par l'exploitant par la nécessité de rattraper les lacunes des déclarations non faites en temps et heures par son prédécesseur.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
--

Prescription contrôlée :

Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

L'exploitant sous-traite ses contrôles d'autosurveillance à la SAUR qui assure les prélèvements et adresse les échantillons pour analyses au laboratoire agréé et accrédité CARSO à Lyon. Cette façon de faire est autorisée ; néanmoins, pour être totalement conforme, la prestation de prélèvement doit être réalisée par un organisme accrédité selon la norme FD T 90-523-2. L'exploitant ne sait pas si la SAUR bénéficie de cette accréditation. La demande de vérification par l'exploitant de cette accréditation a été faite dans le rapport relatif à l'inspection sur la chaîne de mesure réalisée le 9 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
--

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage

Prescription contrôlée :

[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place, le cas échéant, sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

Constats :

L'exploitant souhaite sous-traiter la prestation de contrôle de ses rejets pour assurer son programme d'autosurveillance.

Dans la mesure où le(s) prestataire(s) en charge du prélèvement et/ou des analyses est(sont) accrédité(s), l'exploitant n'a pas d'obligation de réaliser un contrôle de recalage biennal.

Type de suites proposées : Sans suite